

Alex Türk, président de la CNIL, répond à Nord Eclair

Vous pointez les risques du développement exponentiel de la géolocalisation, notamment via les smartphones. Pourquoi ?

Leur potentiel est énorme. Les smartphones sont de véritables bombes informatiques. Et nous n'en sommes qu'aux prémices. Dans les années 80, on est passé à l'ordinateur individuel. Dans les années 90, on a assisté à l'interconnexion généralisée des systèmes. Aujourd'hui, nous sommes face à un nouvel éclatement. On va finir par regretter Big Brother. Avec lui, au moins, on avait un avantage : il restait le droit à l'insurrection. Mais avec les « nanobrothers » ce sont des millions de systèmes qui se diffusent, de manière métastatique. Le maillage de ces multiples réseaux sera d'autant plus dur à combattre que l'on ne saura plus qui les gouverne. Et lorsqu'on saura tous tout sur tout le monde, on ira vers un système de clonage mental, de lissage de l'opinion. C'est ahurissant de voir que, d'un côté, des peuples se battent pour leur liberté, et nous, nous sommes en train de filer vers une société où l'on ne pourra plus exercer cette liberté. On ne doit pas accepter de réduire notre liberté, même de cette manière « douce », alors que les générations précédentes ont dû prendre les armes pour la défendre ou la conquérir.

La RFID (radio frequency identification), qui permet la géolocalisation, sera utilisée pour les futures cartes de transports. À Lille, un collectif dénonce cette technologie, évoquant « Big Brother ». Quelle est votre position ?

Je ne suis pas ce dossier de manière personnelle, à la Cnil. Pour ce que j'en sais, il y a eu de nombreuses réunions. Les choses sont cadrées juridiquement. Je peux même dire qu'il y a eu plus d'efforts en ce sens ici que dans d'autres villes en France. Éric Quiquet, avec qui je ne partage pas les mêmes idées, est venu vers la Cnil pour s'assurer de la validité du système. Il y a deux dangers à éviter. D'une part, leur politisation. Ce serait tellement facile s'il y avait des technologies « de droite » et des technologies « de gauche ». Mais ce n'est pas le cas. La vidéosurveillance, par exemple, n'est ni de droite ni de gauche. L'autre danger, c'est l'extrémisme. J'ai participé, à Lille, à un débat sur les nanotechnologies. Je suis très critique face aux nanotechnologies et j'étais venu pour le dire. Mais 40 énergumènes sont intervenus dans le débat, et il est devenu impossible d'échanger. Paradoxalement, ce sont souvent les membres de ces associations qui vont le plus loin sur les réseaux sociaux, alors...

Nord Eclair, le 16 avril 2011

Hors-sol, site contre les RFID et le meilleur des mondes, répond aux questions de Nord Eclair

Vous pointez les risques du développement exponentiel de la géolocalisation, notamment via les smartphones. Pourquoi ?

Tout d'abord, Hors-sol ne pointe ni les *risques* ni les *dangers*. Hors-sol pointe un état de fait : la société de contrôle et de surveillance, nous y sommes. Depuis au moins Hiroshima, nous savons que ce qui peut être fait par la technologie, le sera. Ce que permet une technologie devient obligatoire. En ce sens, nous nous opposons complètement à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés qui passe son temps à sermonner les utilisateurs de nouvelles technologies sur leur

reponsabilité individuelle, à réclamer plus de pédagogie, à dénoncer de prétendus « usages abusifs » ou de « dérives ». Il faut bien comprendre le petit jeu de cette grosse Commission (ou plutôt l'inverse, c'était juste pour la vanne). Elle se cache de plus en plus derrière une rhétorique d'apparence contestataire, avec des mots compliqués et qui font peur comme « *métastatiques* », voire des « *droit à l'insurrection* » et des « *prendre les armes* », pour nous la mettre à l'envers. La CNIL et sa puissance de feu équivalent à deux stylos Bic, en même temps qu'elle fait mine de s'attaquer à cette machine de guerre qu'est Google, autorise sans broncher le pass transport de Lille Métropole, son fichage de la population, son traçage, son échange de fichiers de fraudeurs, etc, comme elle l'a fait avec Navigo. Le technototalitarisme s'organise au pas de sa porte (de Marcq-en-Baroeul), et Türk regarde de l'autre côté de l'océan.

La RFID (radio frequency identification), qui permet la géolocalisation, sera utilisée pour les futures cartes de transports. À Lille, un collectif dénonce cette technologie, évoquant « Big Brother ». Quelle est votre position ?

Oui, vous avez bien suivi. C'est ce qu'on vient de dire à l'instant. Hors-sol souhaite en finir avec les RFID et toutes les techniques d'identification, de fichage, de traçabilité utilisées par le pouvoir (ici : LMCU). Nous ne voyons aucun prétendu « bon » usage à ces technologies, quand bien même des artistes, à la Gaité Lyrique à Paris ou à la Gare Saint Sauveur de Lille, nous les présenteraient sous un jour ludique, qui n'est pas l'usage pour lequel elles ont été développées. Une technique porte en elle son usage. Les RFID servent à identifier, contrôler et traçabiliser. C'est pour ça qu'elles ont été créées, et que Lille Métropole les utilise. Comme disait Jacques Ellul, « *l'homme est placé devant un choix exclusif, utiliser la technique comme elle doit l'être selon les règles techniques, ou ne pas l'utiliser du tout* ». Nous aspirons à la seconde option.

Ce qui nous fait penser d'ailleurs que, pour une fois, nous nous rapprochons d'Alex Türk quand il dit que les technologies ne sont « *ni de droite ni de gauche* ». Cette réalité – qui en rappelle une autre ! – dit que la technologie ne connaît ni la morale, ni la politique, ni la dialectique. Pour reprendre Ellul, de la même manière que 4 est supérieur à 3, c'est indiscutable, « *il n'y a pas de choix entre deux méthodes techniques : l'une s'impose fatalement parce que ses résultats se comptent, se mesurent, se voient et sont indiscutables* ». Si le pass RFID est plus pratique que le ticket en papier, il n'y a pas à discuter ! De la même manière que nous ne *pouvons* pas discuter de l'envahissement technologique (de l'aveu même d'Alex Türk), nous ne *voulons* pas discuter avec ses promoteurs. C'est pourquoi nous perturbons tous ces *pseudo-débats* (de l'aveu même d'Alex Türk, semble-t-il) comme celui sur les nanotechnologies l'an dernier, ou ces pseudo espaces démocratiques comme le 1^{er} avril dernier au Conseil de Communauté de Lille Métropole.

Hors-sol, le 12 mai 2011